

Baromètre Électoral SRG SSR

Rapport

Octobre 2023

1	Intentions de vote actuelles	3
1.1	UDC et PS ont le vent en poupe – les Vert.e.s continuent de reculer	3
1.2	La troisième place toujours disputée	5
1.3	Glissement à droite – mais pas aussi marqué qu'en 2015	6
1.4	Suisse alémanique et Suisse romande	7

2	Evaluation par les électeur.trices	9
2.1	Direction de parti et certitude quant au choix de vote	9
2.2	Confiance et importance des élections	12

3	Sujets, défis et sources d'agacement	16
3.1	Les primes maladie clairement en tête	16
3.2	Défis par partis	20
3.3	Principales sources d'agacement	23
3.4	Thèmes par groupes de population	27

4	Evaluation du Conseil fédéral et du Parlement	30
4.1	Conseil fédéral : évaluation de l'influence	30
4.2	Conseil fédéral : évaluation de la sympathie	34

5	Collecte des données et méthode	37
----------	--	-----------

MENTIONS LEGALES

Baromètre Électoral SRG SSR, 10/2023

Client : SRG SSR

Mandataire : Sotomo, Dolderstrasse 24, 8032 Zurich.

Équipe de projet : Michael Hermann, Sarah Bütikofer, Virginia Wenger

Intentions de vote actuelles

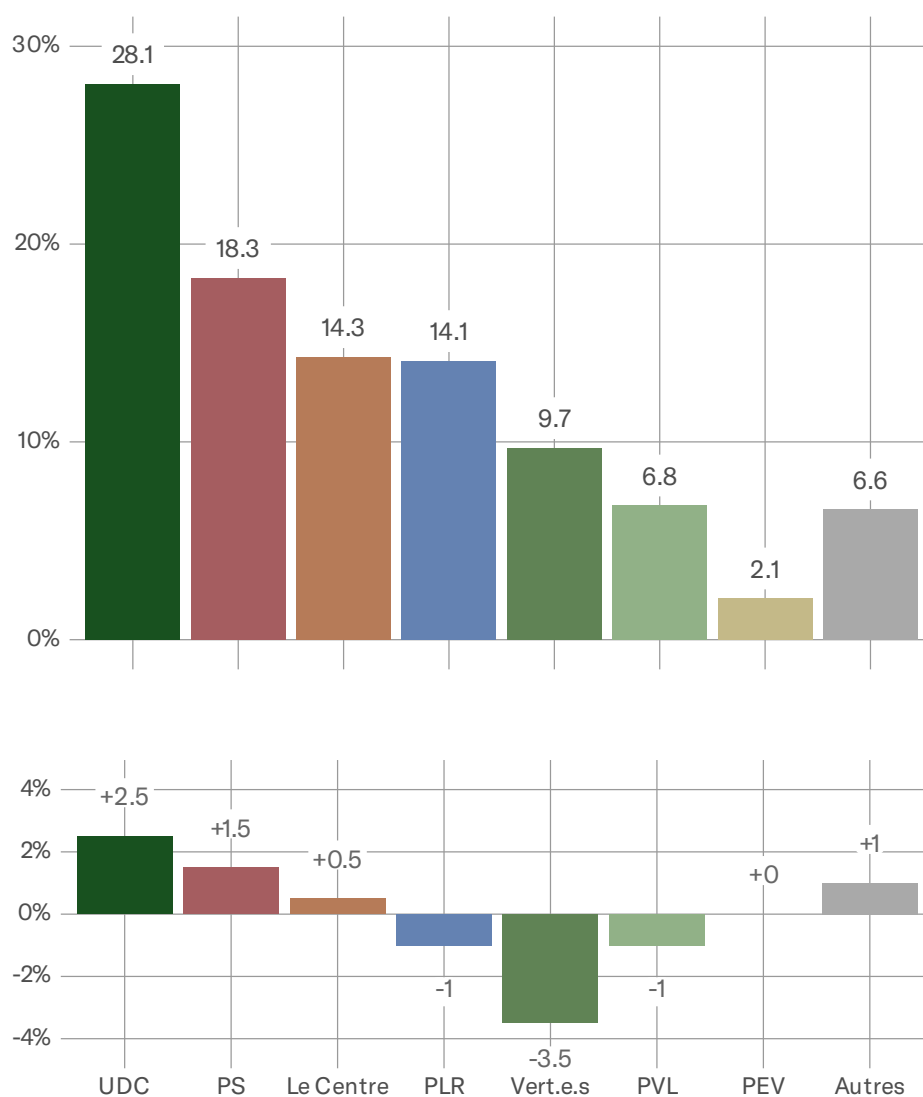
Le baromètre électoral SSR montre les intentions de vote de la population votante suisse peu avant les élections fédérales du 22 octobre 2023. Les données ont été collectées entre le 22 septembre et le 5 octobre 2023 par le biais d'un panel Sotomo et via les canaux en ligne de la SSR. Les résultats du sondage se basent sur 31850 participations valables et sont représentatifs de la population suisse votante active.

1.1. UDC ET PS ONT LE VENT EN POUPE – LES VERT.E.S CONTINUENT DE RECULER

L'objectif déclaré des Vert'libéraux est d'atteindre une part d'électorat de 10 %. Actuellement, il est plus probable que ce soit les Vert.e.s qui franchissent la barre des 10 %, mais dans le sens inverse. En effet, pour la première fois dans cette législature, le baromètre électoral indique une part électorale de ce parti de moins de 10 %. Si l'on se base sur les intentions de vote actuelles, les Vert.e.s perdraient 3,5 points de pourcentage pour s'établir à 9,7 %. Le parti perdrait ainsi un peu plus de la moitié de ses gains de 2019. Avec chacun un point de pourcentage, les Vert'libéraux et le PLR enregistrent un score négatif. Un an plus tôt, le baromètre électoral les plaçait encore dans le camp des gagnants – mais depuis, la tendance est à la baisse. Alors que le spectre vert et libéral est sur la défensive, l'UDC continue de creuser son avance. D'après les intentions de vote actuelles,

28,1 % de l'électorat choisirait l'UDC – soit une progression de 2,5 points de pourcentage. Le PS devrait lui aussi enregistrer une évolution positive. A l'heure actuelle, avec +1,5 point de pourcentage, il affiche une part d'électorat de 18,3 %. Probable facteur important pour la bonne évolution du PS : la communication de la hausse massive des primes maladie par le Conseil fédéral durant la période d'enquête.

Force électorale des partis selon les intentions de vote actuelles (Fig. 1)



Si le résultat du vote correspond aux intentions exprimées dans le présent sondage, les partis perdants en 2019 feront partie des

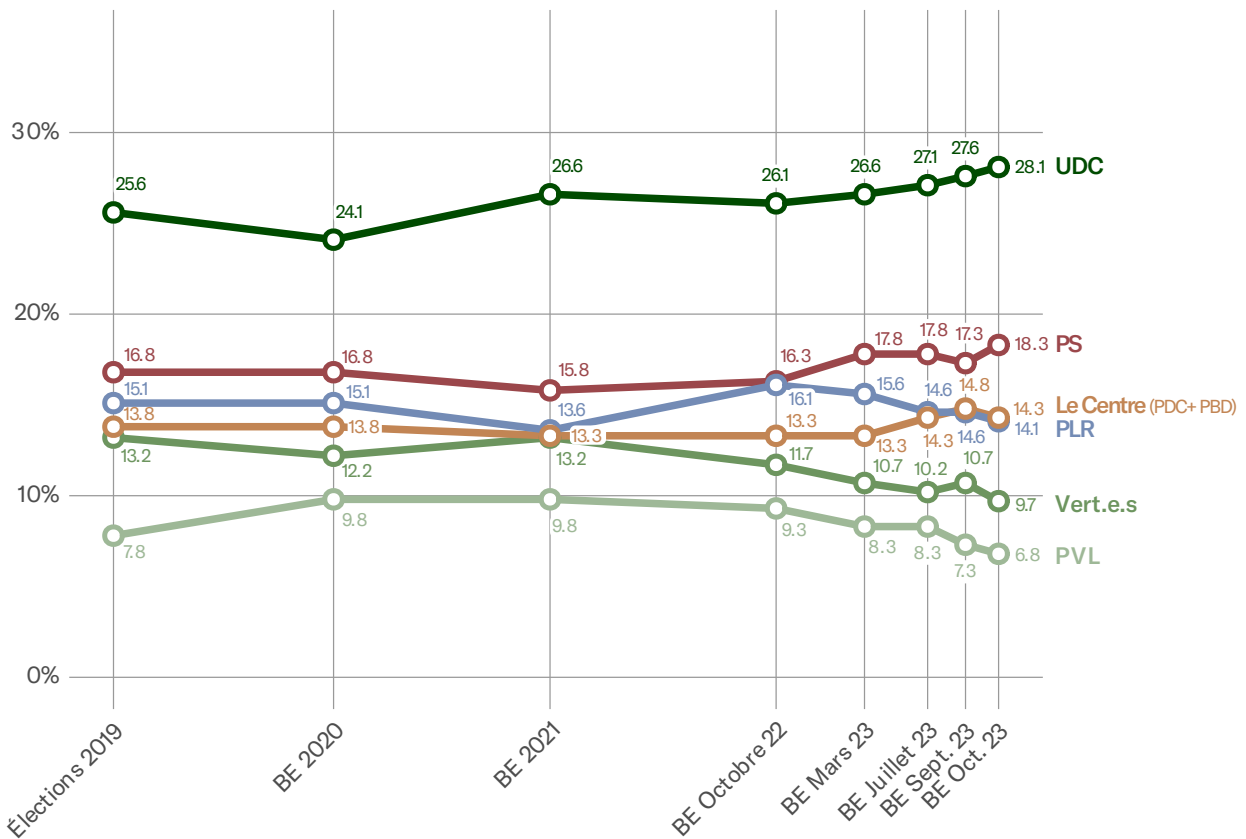
gagnants en 2023, et inversement. La dernière fois, les gagnants étaient plutôt les petits partis; en 2023, il semblerait que ce soit à nouveau les grands. L'exception la plus probable de ce modèle est le PLR, qui pourrait être perdant pour la deuxième fois consécutive. Il faut cependant tenir compte du fait que l'exactitude de l'estimation du présent sondage correspond à un échantillon aléatoire avec une erreur d'échantillonnage de +/-1,2 point de pourcentage. L'écart effectif des enquêtes Sotomo, avant les deux dernières votations fédérales, était en moyenne de 0,69 point de pourcentage par parti.

1.2. LA TROISIÈME PLACE TOUJOURS DISPUTÉE

Le Centre et le PLR sont au coude-à-coude pour la troisième place s'agissant des préférences de l'électorat et ce, pour le troisième baromètre consécutif. D'après les intentions de vote actuelles, le premier obtiendrait une part d'électorat de 14,3 %, à quasi-égalité avec le second et ses 14,1 %. Autrement dit, l'un et l'autre ont la même probabilité de décrocher cette troisième place – une place déterminante, surtout du fait de l'avis répandu selon lequel les trois plus grands partis devraient avoir chacun deux sièges au Conseil fédéral et le quatrième, un seul.

Evolution de la force électorale des partis (Fig. 2)

Elections au Conseil national 2019, Baromètre électoral SSR 2020, Baromètre électoral SSR 2021, Baromètre électoral SSR 2022, Baromètre électoral SSR 2023

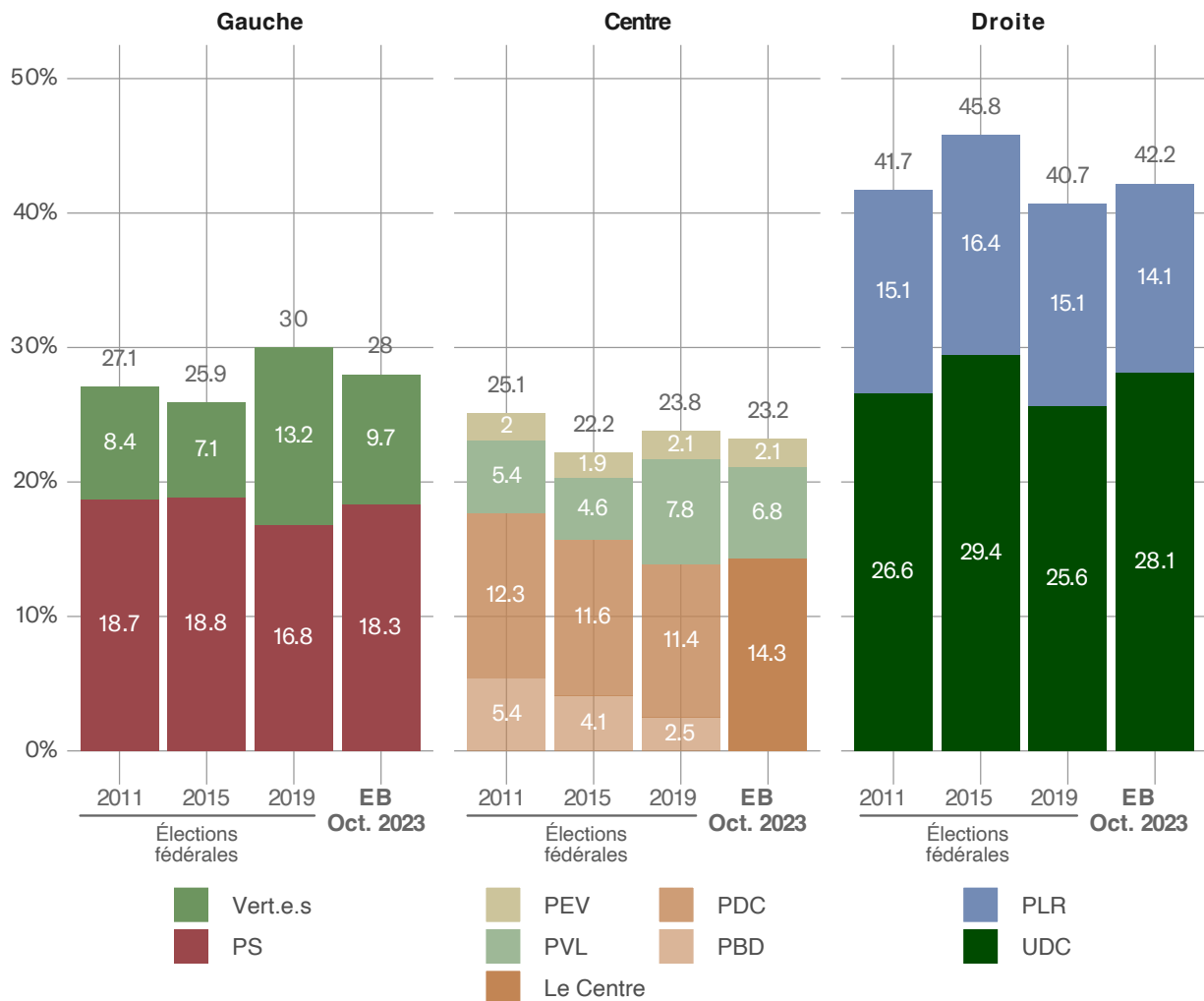


1.3. GLISSEMENT À DROITE – MAIS PAS AUSSI MARQUÉ QU'EN 2015

La progression attendue de l'UDC (+2,5 points de pourcentage) et le recul encore plus net des Vert.e.s (-3,5) semblent annoncer un glissement à droite – glissement cependant atténué par l'évolution du PS et le léger recul attendu du PLR. L'ill. 3 indique que, d'après les intentions de vote actuelles, les partis à droite du centre devraient obtenir une part d'électorat bien moindre qu'en 2015 – dernière fois que l'on a parlé d'un glissement à droite. En 2015, l'UDC et le PLR avaient obtenu ensemble 45,8 % de part d'électorat. Le sondage actuel indique 42,2 %.

Evolution de la force électorale des partis – blocs politiques (Fig. 3)

Elections au Conseil national 2011, Elections au Conseil national 2015, Elections au Conseil national 2019, Baromètre électoral SSR 2022

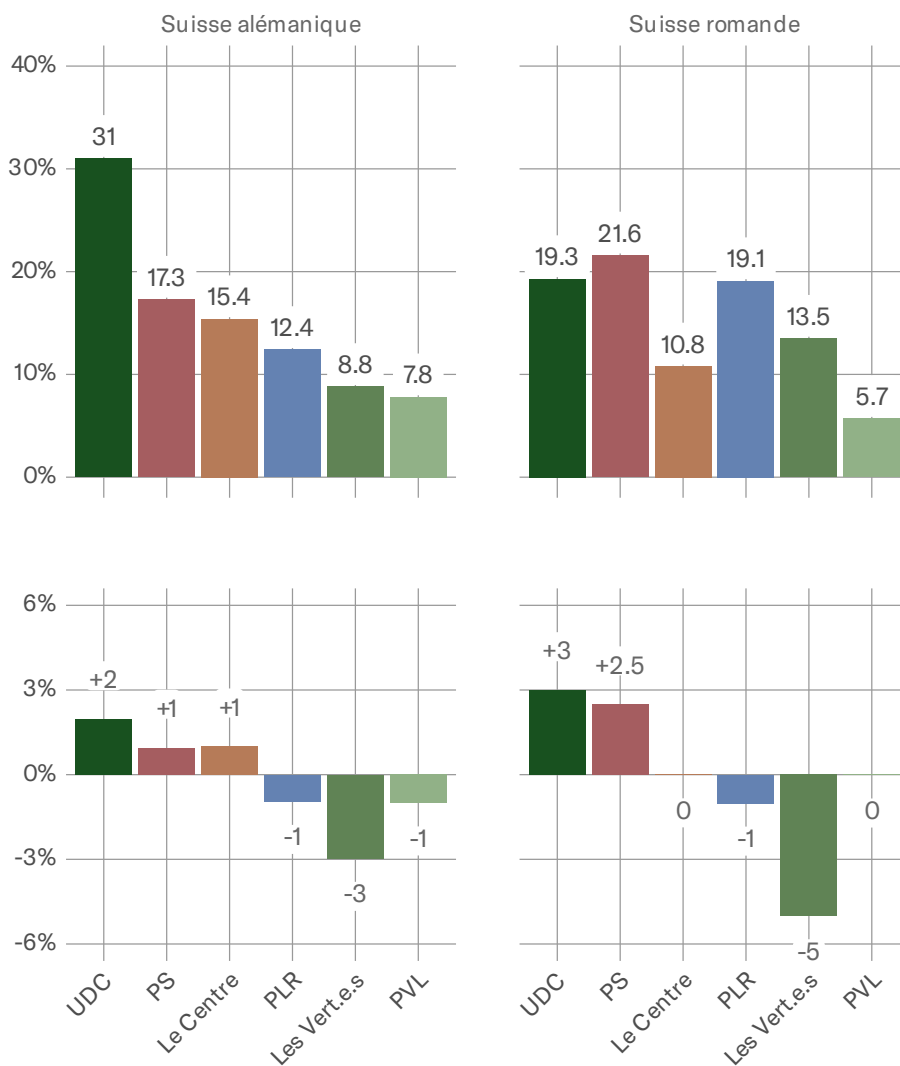


1.4. SUISSE ALÉMANIQUE ET SUISSE ROMANDE

L'évolution attendue de la part d'électeur.trices dans les deux grandes régions linguistiques n'est que partiellement parallèle. De plus grandes différences de tendance entre Suisse romande et Suisse alémanique apparaissent tout particulièrement s'agissant des Vert.e.s et du PS. Avec un recul de 5 points de pourcentage, la perte attendue des Vert.e.s en Suisse romande est bien plus importante qu'en Suisse alémanique (-3). En Suisse romande, la croissance des Vert.e.s de 9,3 points de pourcentage en 2019 était

cependant presque deux fois plus importante qu'en Suisse alémanique (+5,1). Cette fois, le recul devrait être d'autant plus important dans la partie francophone du pays. Bien qu'à un niveau inférieur, l'évolution du PS est à l'avenant. Le parti gagne en effet, d'après le sondage, 2,5 points de pourcentage en Suisse romande et 1 point seulement côté alémanique. PS et Vert.e.s fonctionnent comme des vases communicants : lorsque l'un gagne, plus l'autre perd.

Parts de l'électorat des partis d'après les intentions de vote actuelles – par régions linguistiques (Fig. 4)



Evaluation par les électeur.trices

Ce chapitre montre différentes évaluations de la part de l'électorat des six plus grands partis. Il est question de direction du parti, d'orientation mais aussi de savoir si ce seront plutôt des femmes ou des hommes qui seront élu.es.

2.1. DIRECTION DE PARTI ET CERTITUDE QUANT AU CHOIX DE VOTE

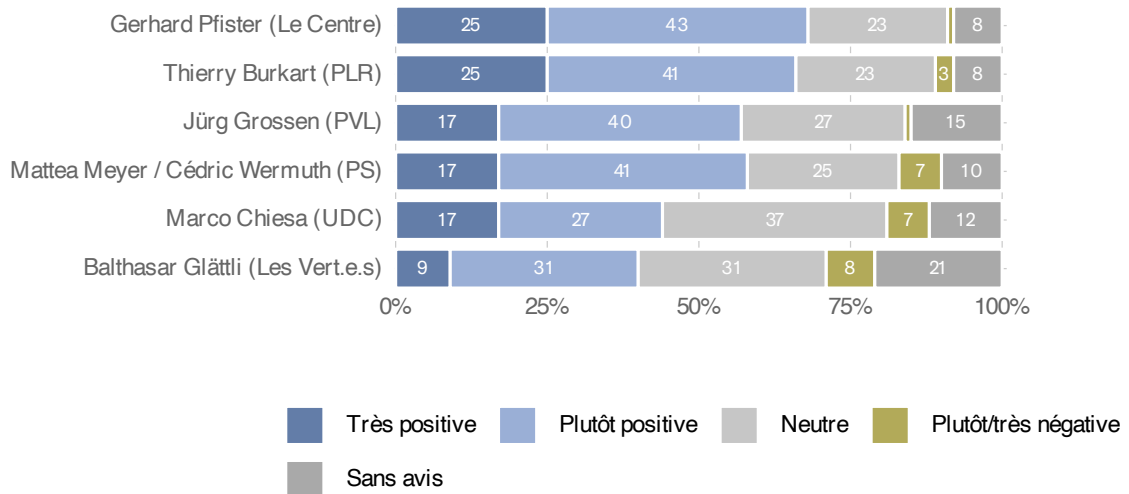
En Suisse, les président.es de parti sont les principales locomotives et figures de proue de leurs formations. L'ill. 5 montre l'évaluation de l'influence des président.es de parti par leur électorat. Pour la première fois, Gerhard Pfister (Le Centre) se place en tête avec 68 % d'appréciations positives, juste devant le président du PLR, Thierry Burkart et ses 66 %. Le fait qu'il pourrait y avoir une lutte serrée entre Le Centre et le PLR lors des prochaines élections semble plutôt plus profiter à G. Pfister qu'à T. Burkart.

Une tendance positive se dessine en outre du côté de Mattea Meyer et Cédric Wermuth – le duo dirigeant du PS – ainsi que de celui de Jürg Grossen. Malgré l'amélioration constante des sondages pour l'UDC, l'évaluation de la performance de son

président, Marco Chiesa, est à la baisse. Balthasar Glättli reste la lanterne rouge, considéré par 40 % de l'électorat Vert.e.s comme la locomotive de la formation.

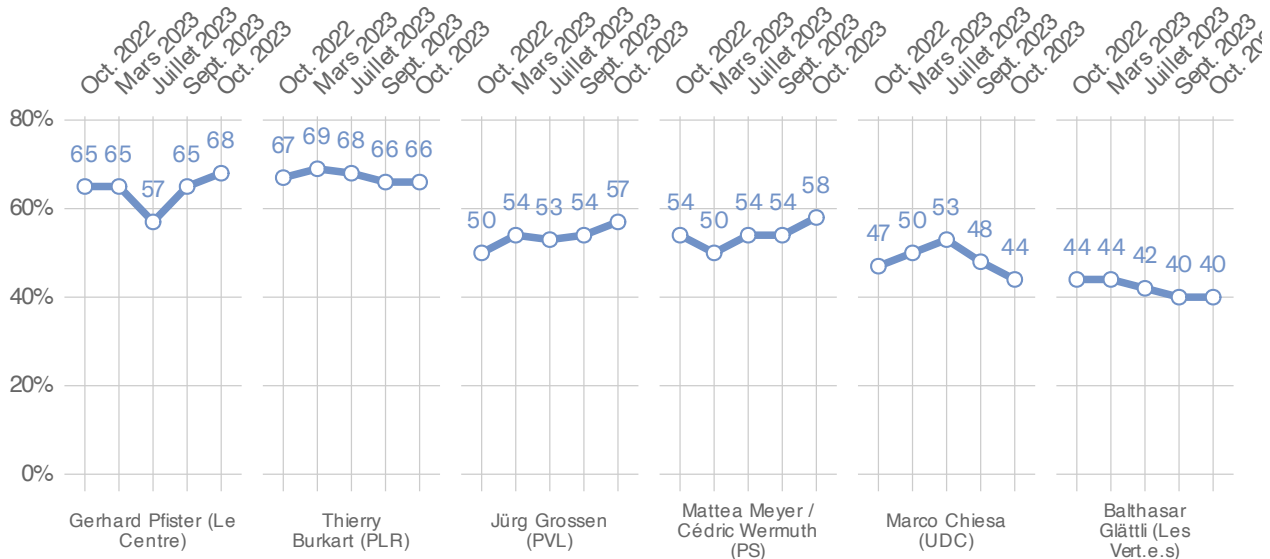
Evaluation de la présidence du parti (Fig. 5)

Question : «Comment jugez-vous l'influence du.de la président.e du parti <Partei> <Name> sur les résultats obtenus par ce parti?»



Evaluation de la présidence du parti choisi dans le temps (Fig. 6)

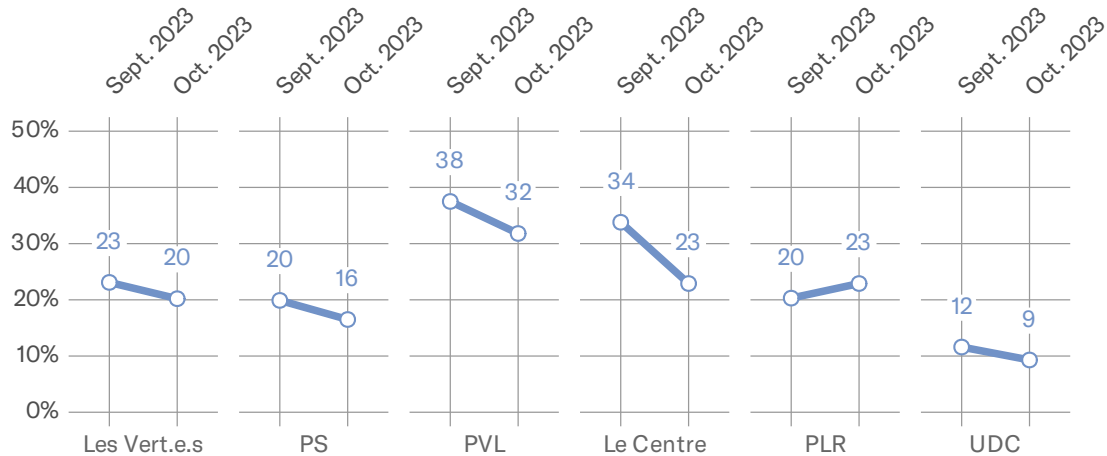
Question : «Comment jugez-vous de l'influence du.de la président.e du parti <Partei> <Name> sur les résultats obtenus par ce parti?»; comparaison des sondages



A quelques semaines du vote, 82 % des électeur.trices indiquent avoir définitivement arrêté leur choix de parti. A l'ill. 7, on remarque que ce sont surtout les personnes ayant l'intention de voter UDC qui sont certaines de ne pas revenir sur leur décision. Comme on pouvait s'y attendre, par rapport au sondage du mois dernier, la part de personnes à ne pas s'être encore décidées a diminué. Le processus de formation de l'opinion progresse. Mais contrairement à la tendance attendue, la part de personnes n'ayant pas arrêté leur choix a augmenté côté PLR. Explication possible : la communication des augmentations de prime maladie après le sondage du mois de septembre. Il se peut que cela ait suscité de l'incertitude au sein de la base du PLR précisément. La part de personnes indécises a particulièrement diminué au Centre, qui est apparemment parvenu à consolider son identité sous son nouveau nom, et s'est déjà positionné depuis longtemps sur la question des primes. De plus, près d'un tiers des personnes qui choisiraient actuellement les Vert'libéraux indiquent revenir éventuellement sur leur décision. Au sein de cette formation, la volatilité reste grande à la veille des élections.

Doute quant au choix de vote (Fig. 7)

«Dans quelle mesure êtes-vous confiant.e dans votre décision pour votre parti?»; Réponse : «Il est possible que je change encore d'avis»

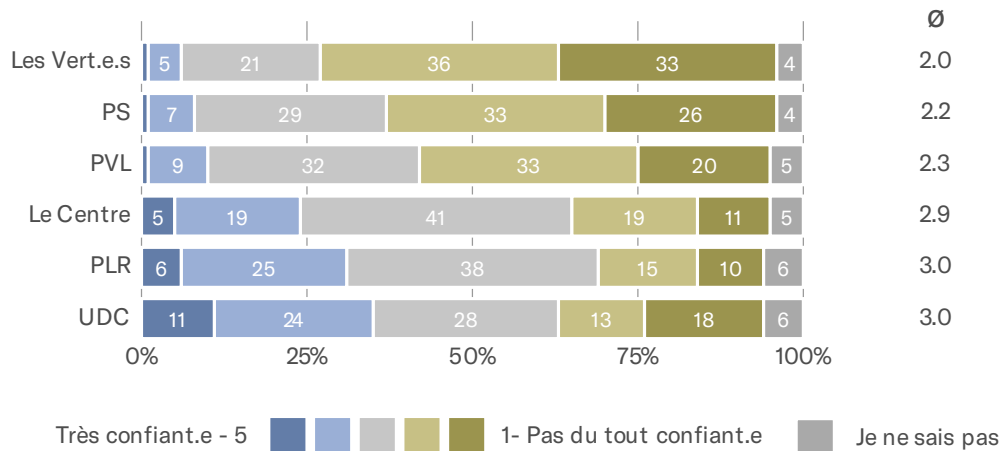


2.2. CONFIANCE ET IMPORTANCE DES ÉLECTIONS

«Dans quelle mesure êtes-vous confiant.e que la composition du Parlement après les élections actuelles sera meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui?» Faisant écho aux valeurs actuelles du sondage qui laissent entrevoir un glissement à droite, la confiance est plus grande à droite, et le pessimisme, à gauche. La part de personnes abordant les élections avec confiance est la plus élevée parmi l'électorat UDC (35 %), quand celle de pessimistes est supérieure du côté des Vert.e.s (69 %). Si l'on prend pour référence la confiance moyenne de l'ensemble des sondés, la confiance est aussi grande au sein de l'électorat PLR que de celui de l'UDC – bien que, comme attendu, l'UDC s'en sorte nettement mieux que le PLR. Les personnes interrogées ne tiennent semble-t-il pas seulement compte des résultats individuels de leur parti, mais aussi de l'évolution attendue des rapports de force au Parlement.

Confiance dans l'issue du vote par orientation de parti (Fig. 8)

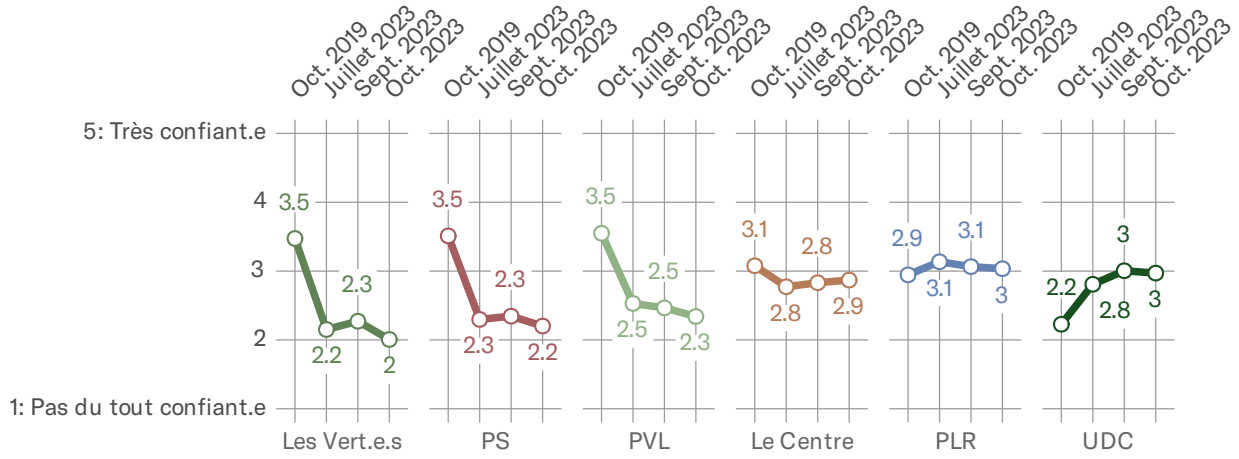
«Dans quelle mesure êtes-vous confiant.e que la composition du Parlement après les élections à venir sera meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui? (De 1 : Pas du tout confiant.e, à 5 : Très confiant.e)»



Au cours des six derniers mois, la confiance au sein de la base UDC et Le Centre a légèrement augmenté, alors qu'elle a diminué chez Les Vert.e.s, au PS et chez les Vert'libéraux. Il est surtout intéressant de voir le contraste par rapport au dernier baromètre électoral ayant précédé les élections de 2019. La question de la confiance quant à l'issue du vote avait déjà été posée à l'époque. En 2019, une grande confiance régnait chez les Vert.e.s, au PS et chez les Vert'libéraux alors que la base UDC en particulier était pessimiste. Ce qui frappe cependant, c'est que la confiance a moins fortement progressé du côté droit de l'échiquier politique qu'elle n'a reculé du côté gauche (voir ill. 9). En 2019, les forces écologiques et de gauche avaient bien plus d'espoir que les forces de droite aujourd'hui.

Confiance dans l'issue du vote dans le temps – par préférence de parti (Fig. 9)

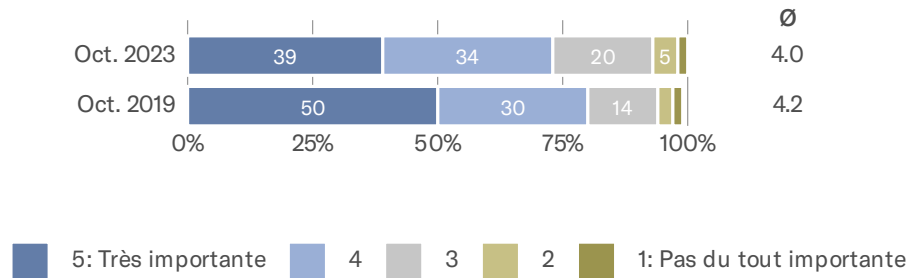
«Dans quelle mesure êtes-vous confiant.e que la composition du Parlement après les élections à venir sera meilleure qu'elle ne l'est aujourd'hui? (De 1 : Pas du tout confiant.e, à 5 : Très confiant.e)»



S'agissant de l'importance des élections pour l'avenir de la Suisse, on observe un net recul comparé aux estimations de 2019. Il y a 4 ans, 4 sondés.es sur 5 pensaient que l'issue du vote était (très) importante pour l'avenir de la Suisse, et la moitié d'entre eux.elles la jugeaient même très importante. Cette proportion a diminué : 40 % des personnes interrogées trouvent que l'issue des élections est très importante et un tiers d'entre elles la trouvent plutôt importante. Indice s'il en est que, comparativement aux dernières élections, la participation au scrutin pourrait plutôt baisser qu'augmenter.

Importance du vote – 2019 et 2023 en comparaison (Fig. 10)

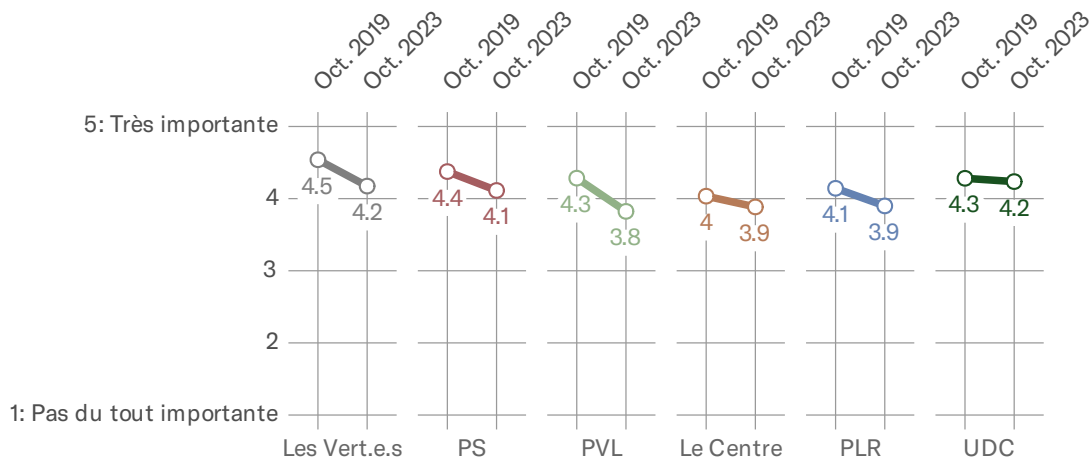
«Selon vous : dans quelle mesure l'issue des élections à venir est-elle importante pour l'avenir de la Suisse?(De 1 : Pas du tout importante, à 5 : Très importante)»



Par rapport à octobre 2019, l'électorat de tous les partis estime actuellement que l'importance des élections pour l'avenir de la Suisse est moindre. L'urgence du scrutin recule et ce, plus fortement à gauche qu'à droite. La mobilisation de cette année est par conséquent plus exigeante dans le spectre écologique et de gauche. Le recul de l'évaluation de l'importance des élections est particulièrement marqué au sein de la base Vert'libéraux.

Importance des élections – par parti, 2019 et 2023 (Fig. 11)

«Selon vous : dans quelle mesure l'issue des élections à venir est-elle importante pour l'avenir de la Suisse? (De 1 : Pas du tout importante, à 5 : Très importante)»



Sujets, défis et sources d'agacement

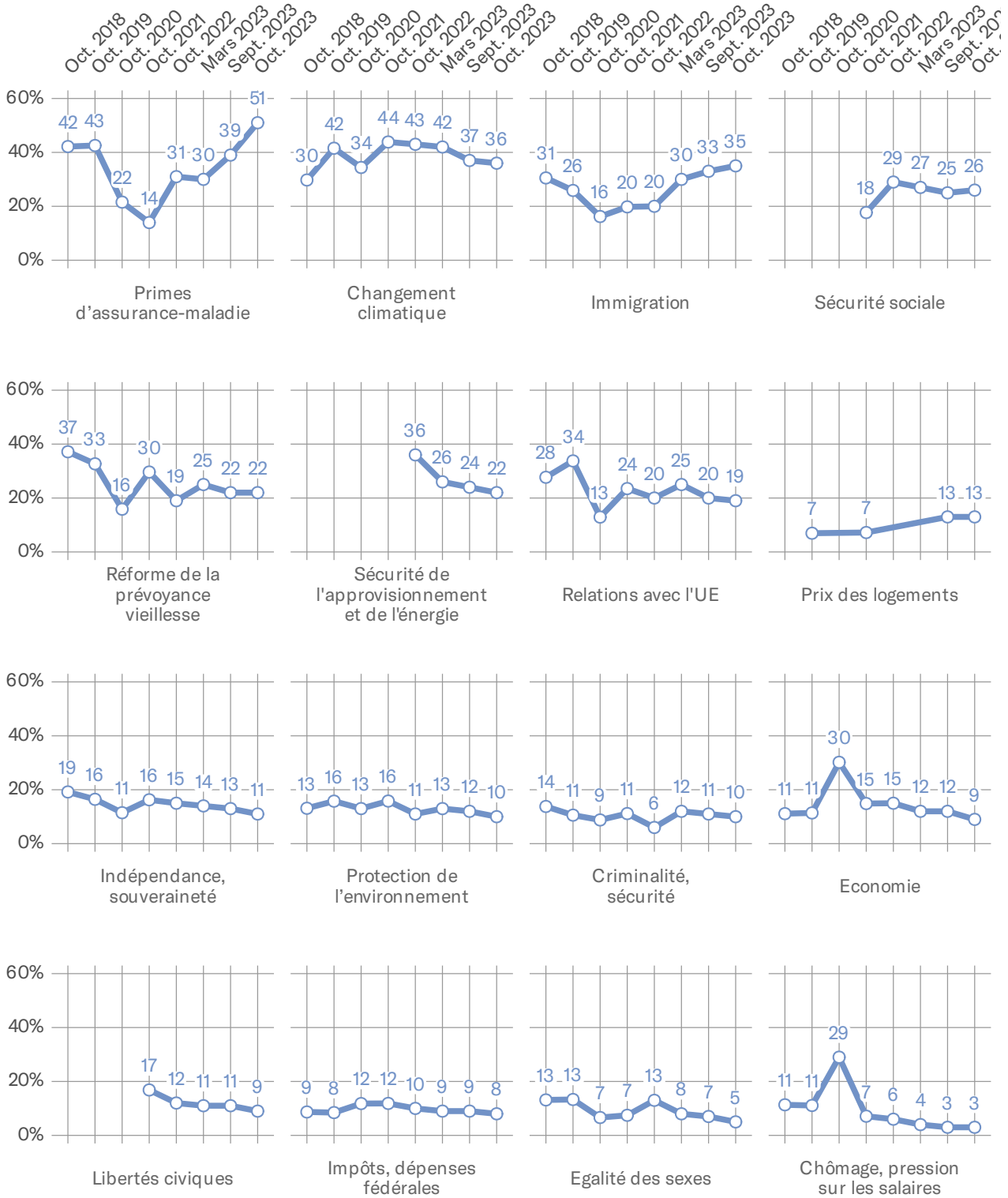
En Suisse, outre l'attachement traditionnel aux partis, ce sont surtout des sujets de fond qui sont au premier plan pour le choix électoral. Le baromètre électoral analyse les principaux défis politiques du point de vue des électeur.trices dans le temps. Outre les défis, les principales sources d'agacement sont également abordées. Ainsi, en plus du niveau factuel, l'on tient aussi compte des sujets touchant la population votante au niveau émotionnel.

3.1. LES PRIMES MALADIE CLAIREMENT EN TÊTE

L'enquête de l'actuel baromètre électoral a démarré peu avant la communication, par le Conseil fédéral, de l'augmentation massive des primes maladie pour 2024. Près de la moitié des sondés.es y ont participé après cette communication. Cela agit directement sur la perception des principaux défis politiques.

Défis politiques majeurs – évolution dans le temps (Fig. 12)

«Quels sont, selon vous, les principaux défis politiques auxquels notre pays est actuellement confronté? (3 réponses maximum)»



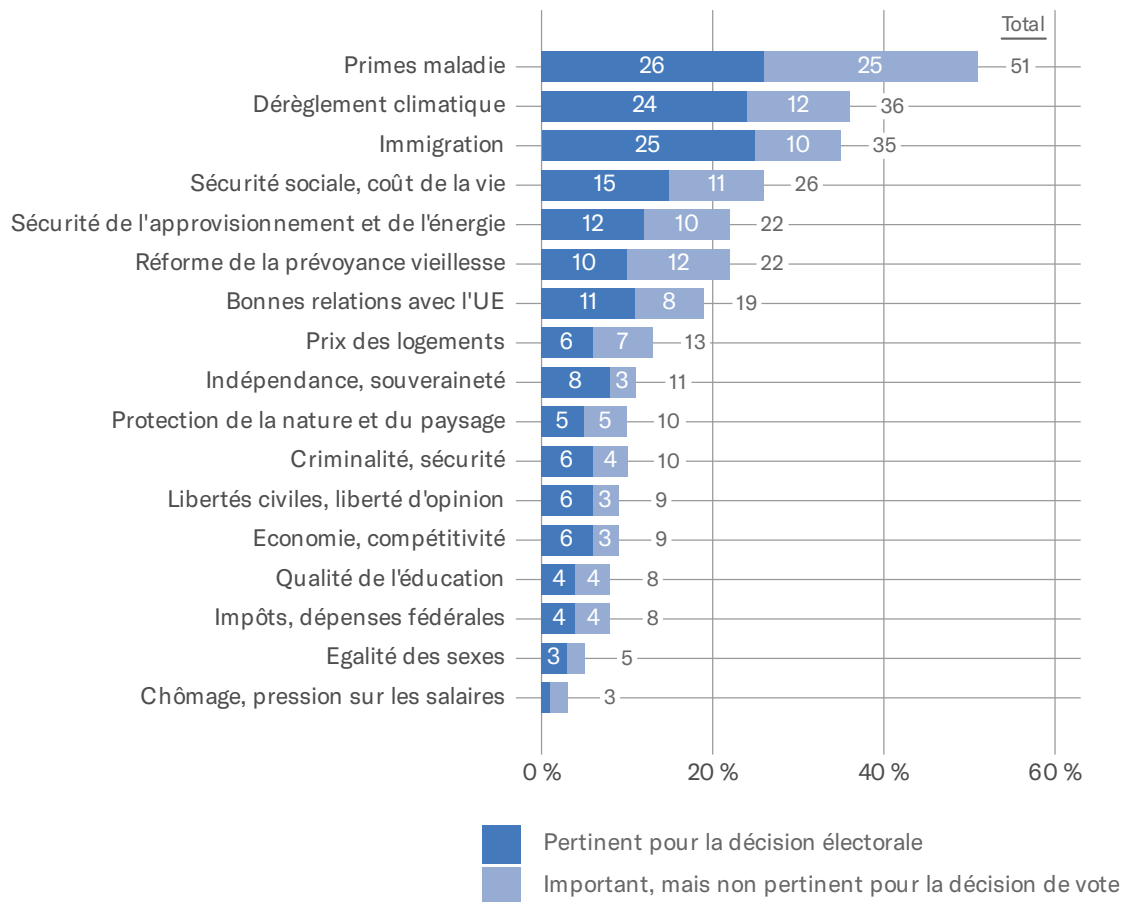
Aujourd'hui, 51 % des personnes interrogées considèrent les primes maladie comme l'un des trois plus grands défis du moment, alors qu'elles étaient 39 % lors du baromètre électoral de septembre. Ces primes arrivent désormais clairement en tête du top 3 des défis de la Suisse.

La question de l'immigration a légèrement gagné en importance par rapport au dernier sondage. A l'heure actuelle, 35 % des sondé.es la considèrent comme l'un des trois plus grands défis de la Suisse. Il y a un an, à l'occasion du baromètre d'octobre 2022, il.elles n'étaient que 20 %. Peu avant les dernières élections, en 2019, 26 % des personnes interrogées mentionnaient cette question. Cette évolution est la raison évidente de la progression attendue de l'UDC. La question climatique, quant à elle, est en recul. Pour la cinquième fois consécutive, l'importance de cette thématique diminue auprès de l'électorat. Aujourd'hui, 36 % des votant.es jugent que le changement climatique est l'un des principaux défis politiques de la Suisse, alors qu'avant les élections de 2019, il.elles étaient encore 42 % à le penser. Si la question de la «sécurité sociale» est plutôt à la hausse, la plupart des autres thématiques ont perdu en importance ces derniers mois et années auprès des électeur.trices.

L'ill. 13 ne montre pas seulement le classement des principaux défis; elle souligne aussi ceux qui comptent pour les votant.es dans leur choix électoral. Il est frappant de constater que les trois principaux sujets sont non seulement importants pour un quart des électeur.trices, mais aussi pertinents pour leur choix électoral. Environ une moitié seulement des personnes interrogées pour qui les primes maladie constituent un défi majeur les jugent pertinentes pour leur choix électoral. Pour la question climatique, cette proportion est de deux tiers, et pour la migration, de presque trois quarts. Cela montre que la perception de la migration a une influence particulièrement directe sur le choix électoral.

Défis politiques majeurs (Fig. 13)

«Quels sont, selon vous, les principaux défis politiques auxquels notre pays est actuellement confronté? (3 réponses maximum)»

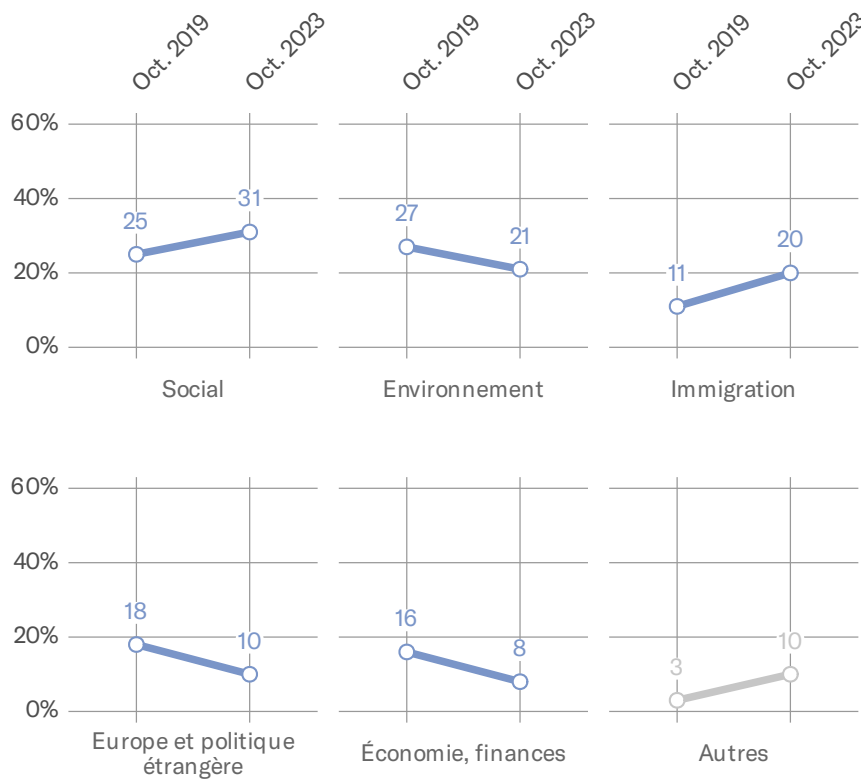


L'ill. 14 résume les principaux champs thématiques à la veille des élections de 2019 et de 2023. On y voit le principal champ thématique du point de vue des votant.es lors du dernier baromètre avant les élections. Deux champs thématiques ont particulièrement gagné en importance (question sociale, migration) et trois autres ont clairement reculé (environnement, politique extérieure, économie/finances). Au vu de ces changements, il n'est pas étonnant que les Vert.e.s, les Vert'libéraux et le PLR soient plutôt sur la défensive, quand l'UDC, le PS et Le Centre en profitent plus ou moins. Il est intéressant de constater qu'il existe autant un sujet gagnant plutôt de droite (migration) qu'un autre plutôt de gauche (question sociale). Cela vaut également pour les questions perdantes que sont l'environnement (gauche) et l'éco-

nomie/les finances (droite). Si l'UDC profite du gain d'importance de la question migratoire, l'importance de la politique extérieure et européenne s'érode – cette même question qui, dans les années 90, avait été un catalyseur central pour l'ascension du nouvel UDC, marqué de l'empreinte blochérienne.

Principal défi politique avant les élections de 2019 et de 2023 (synthèse) (Fig. 14)

«Selon vous, quel est actuellement le principal défi politique dans notre pays?»

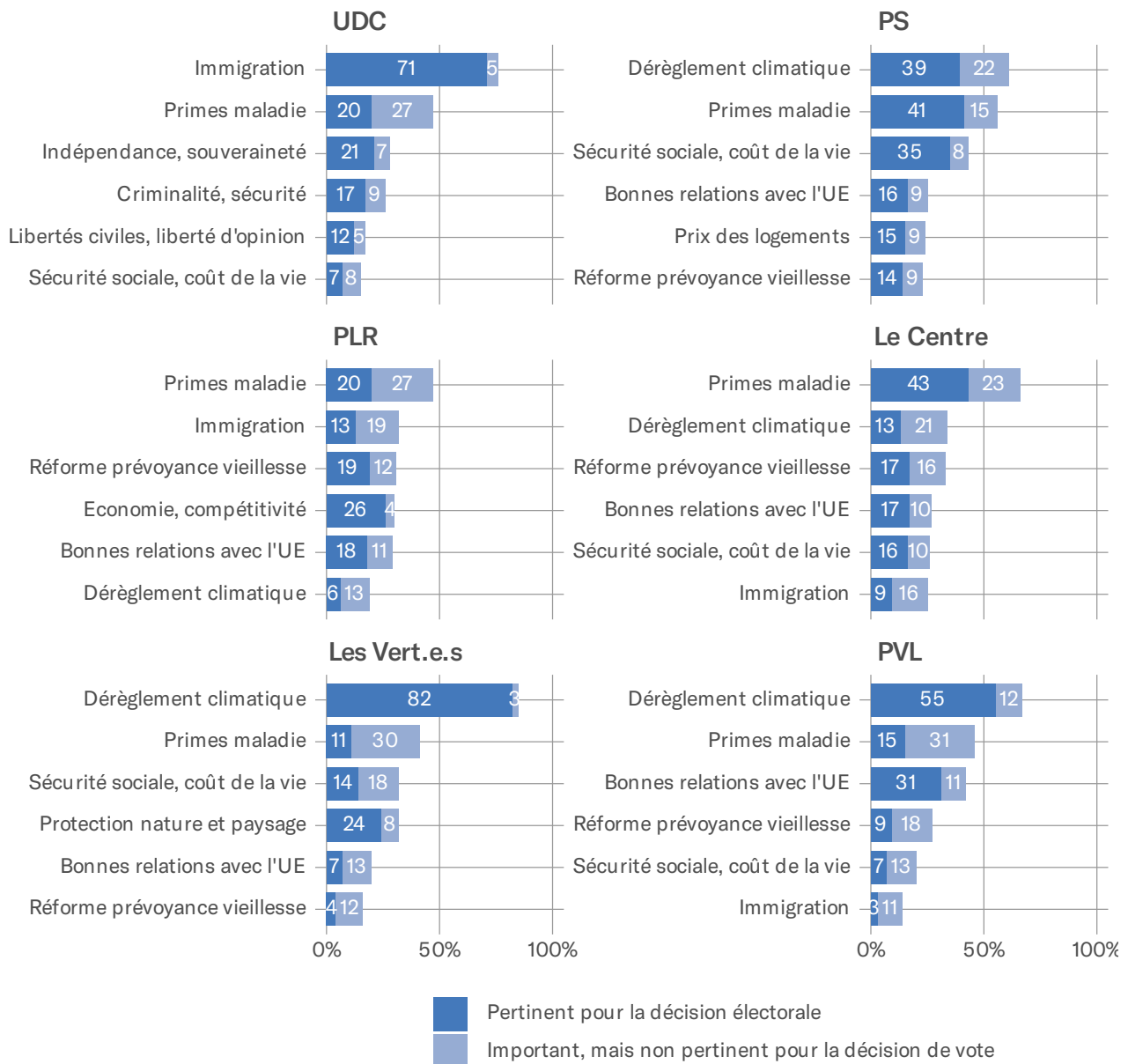


3.2. DÉFIS PAR PARTIS

L'ill. 15 montre les sujets et défis particulièrement importants pour les électeur.trices des six plus grands partis. La partie foncée de la barre illustre les sujets non seulement importants, mais aussi déterminants dans le choix du parti.

Défis déterminants pour le choix électoral par parti (Fig. 15)

«Quels sont parmi les éléments suivants ceux qui ont une importance particulière dans la détermination de votre position lors d'une élection?»



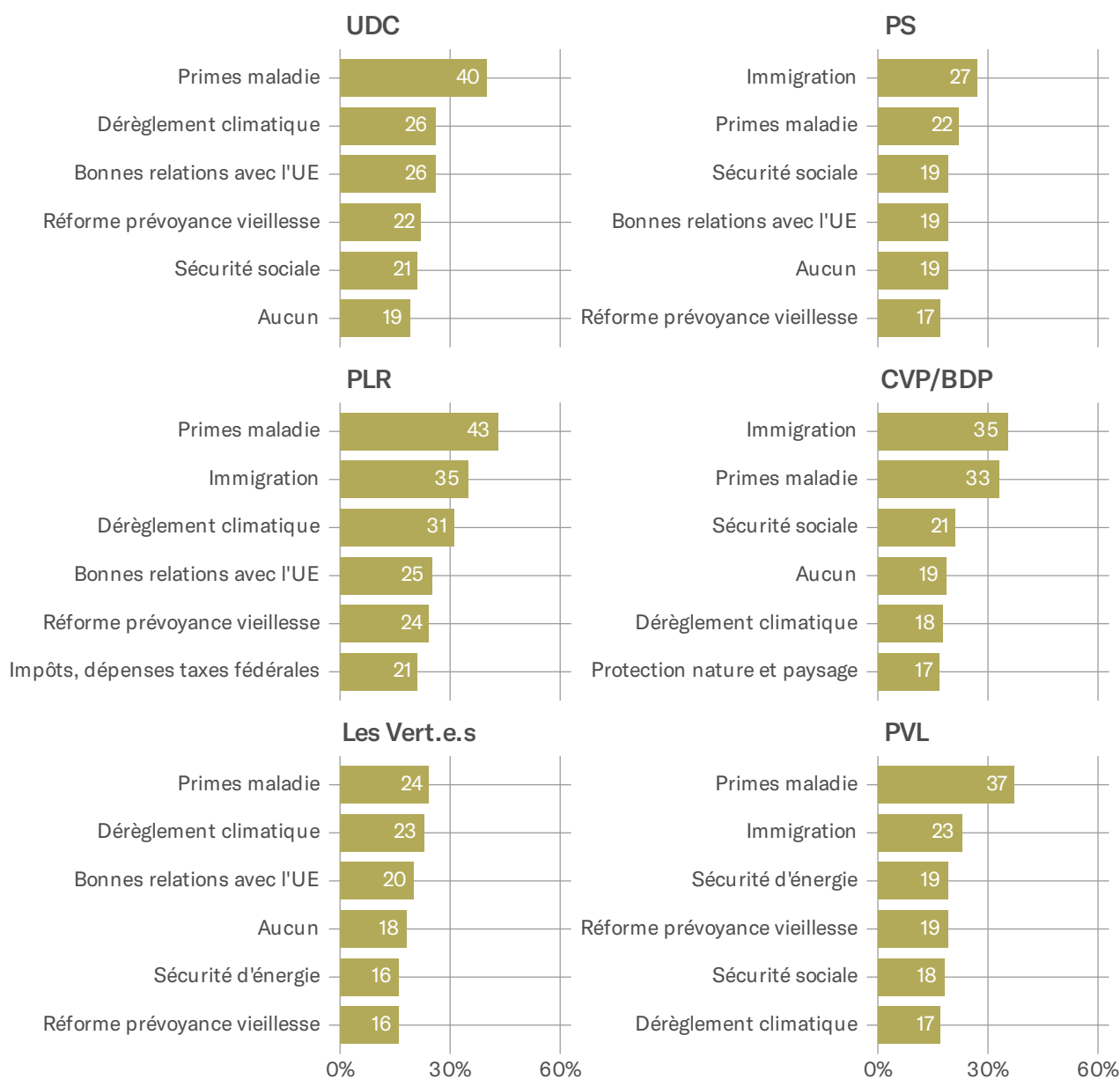
Les Vert.e.s et l'UDC ont tous deux un sujet-phare très dominant : pour 71 % de l'électorat UDC, la migration est déterminante dans leur choix électoral; pour 82 % de l'électorat Vert.e.s, c'est le changement climatique. C'est un peu moins marqué chez les Vert'libéraux (changement climatique également). On remarque qu'entre-temps, Le Centre s'est lui aussi trouvé un sujet-phare. Pour 43 % de son électorat, les primes maladie élevées sont une

raison de voter pour lui. Trois sujets-clés sont au premier plan décisionnel de l'électorat du PS : les primes maladie, le changement climatique et la sécurité sociale. On notera que, parmi les grands partis, seul le PLR n'a actuellement pas de sujet-phare clair.

Tou.tes les sondé.es qui envisagent de voter pour un parti autre qu'en 2019 se sont vu interrogé.es sur les raisons thématiques de leur changement de parti : «Quels défis vous ont donné le moins de satisfaction quant à l'orientation du parti que vous avez choisi en 2019?» L'ill. 16 montre les sujets mentionnés par les «renégat.es» pour les six plus grands partis. Les primes maladie et le changement climatique ont été particulièrement souvent mentionnés. Ce sont surtout les électeur.trices qui ont tourné le dos au PLR (43 %), à l'UDC (40 %) et aux Vert'libéraux (37 %) qui sont insatisfait.es de la politique de leur ancien parti s'agissant des primes maladie. Les partis les plus susceptibles d'en profiter sont le PS et Le Centre, qui sont particulièrement associés à ces défis. Les «renégat.es» du Centre (35 %), du PLR (35 %) et du PS (27 %) sont les plus insatisfait.es de la politique migratoire de leur ancien parti. Ici, c'est surtout l'UDC qui en profite. De manière générale, les moins insatisfait.es des sujets abordés par leur ancien parti sont ceux.elles qui sont passé.es des Vert.e.s à un autre parti. Comme l'analyse des nomadismes électoraux l'a montré, la plupart d'entre eux.elles souhaite passer au PS. Ces deux partis étant très proches, le degré d'insatisfaction doit manifestement être moins important que s'agissant des autres nomadismes électoraux.

Insatisfaction quant au parti 2019 (Fig. 16)

«Pour quels défis êtes-vous le/la moins satisfait.e de la voie empruntée par le parti pour lequel vous voteriez actuellement?»



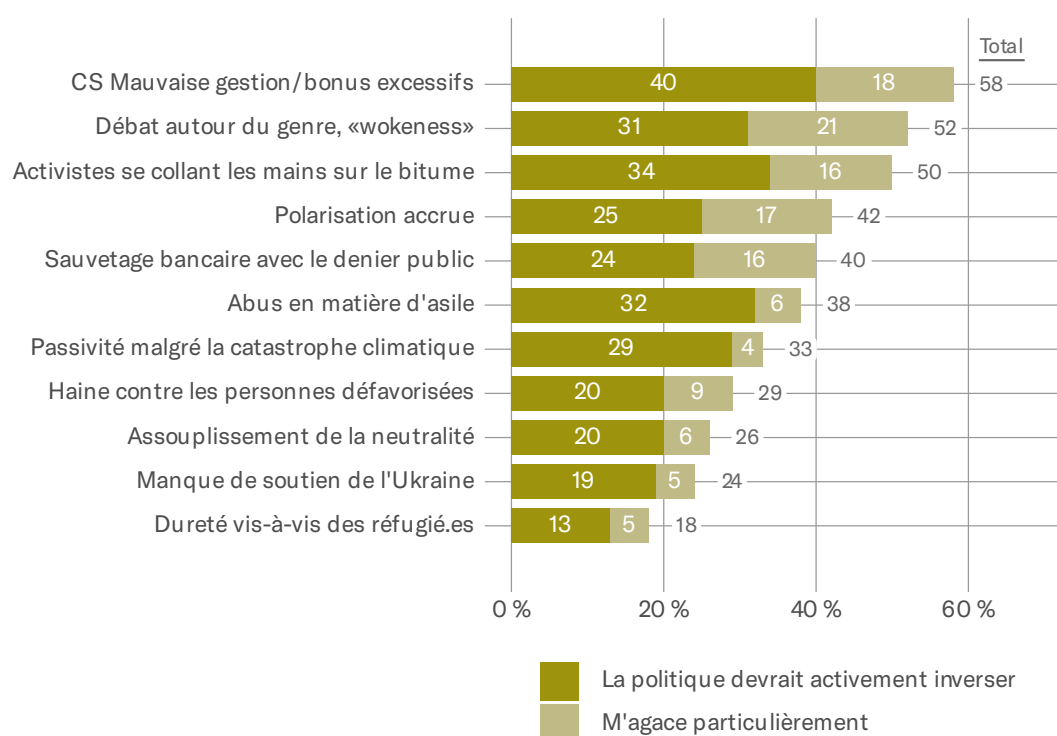
3.3. PRINCIPALES SOURCES D'AGACEMENT

Pour pouvoir appréhender les niveaux factuel mais aussi émotionnel de la politique, l'actuel baromètre électoral a à nouveau interrogé les électeur.trices sur leurs principaux sujets d'agacement : «Lorsque vous pensez aux événements et sujets actuels,

lesquels vous agacent particulièrement?». Afin de savoir si l'agacement revêt aussi une dimension politique, il a été demandé aux participant.es si la politique devrait activement intervenir dans ce domaine.

Principales sources d'agacement quant aux événements actuels (Fig. 17)

«Lorsque vous pensez aux événements et sujets actuels, lesquels vous agacent particulièrement?»; «Dans quel(s) domaine(s) estimez-vous que la politique devrait activement inverser la tendance?»; Pour les illustrations, des abréviations ont été utilisées. Les désignations originales et abréviations sont les suivantes : Blocages du trafic par des mouvements de la «dernière génération» (activistes se collant les mains sur le bitume); Passivité de la Suisse s'agissant d'une possible catastrophe climatique; Mauvaise gestion et bonus excessifs du CS; Sauvetage bancaire par l'Etat et avec le denier public; Abus en matière d'asile; Dureté de la Suisse vis-à-vis des réfugié.es; Retenue de la Suisse dans le soutien à l'Ukraine contre l'offensive russe; Assouplissement de la neutralité suisse; Débat autour du genre et «wokeness»; Haine contre les minorités et les personnes défavorisées; Polarisation accrue par les débats dans les médias sociaux

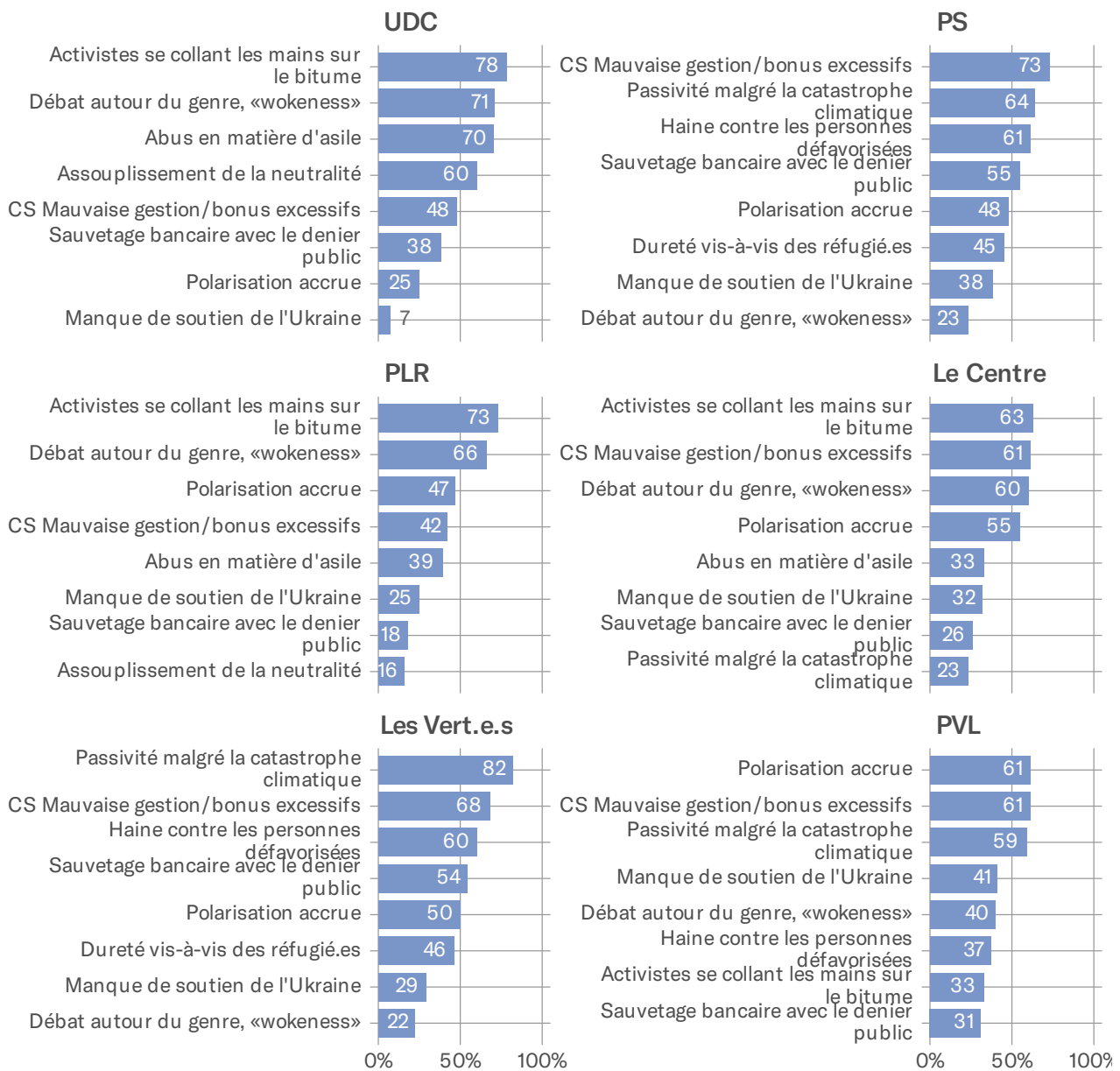


La principale source d'agacement reste la «mauvaise gestion et les bonus excessifs de CS» : 58 % des personnes interrogées s'en exaspèrent. Moins de la moitié des sondé.es (40 %) pensent que le politique devrait prendre des contre-mesures dans ce contexte. Un sujet suscite bien plus d'émotions que le besoin politique d'agir : le «débat autour du genre et 'wokeness'». 52 % des sondé.es s'avouent irrité.es mais bien moins (31 %) sont de l'avis que le politique devrait intervenir. A la troisième place, on trouve les «blocages du trafic par le mouvement «Renovate

Switzerland» (activistes se collant les mains sur le bitume)». La moitié des personnes interrogées s'en agacent – 34 % d'entre elles trouvent que le politique devrait intervenir. Tout comme le défi de l'«immigration», la colère contre les abus dans le domaine de l'asile gagne en importance au sein de la population. Selon le sondage actuel, 38 % des votant.es s'en offusquent. Dans ce domaine, la part de personnes souhaitant la prise de mesures politiques est particulièrement élevée. Il en va de même pour la «passivité de la Suisse s'agissant d'une possible catastrophe climatique».

Principales sources d'agacement quant aux événements actuels – par orientation de parti (Fig. 18)

«Lorsque vous pensez aux événements et sujets actuels, lesquels vous agacent particulièrement?»



L'ill. 18 montre le profil d'agacement de l'électorat des six plus grands partis. Alors que, lors du premier recensement des principales sources d'agacement en juillet 2023, la polarisation occupait le sommet du classement au sein de l'électorat du Centre, celle-ci n'arrive plus pour lui qu'en quatrième position. C'est actuellement la base Vert'libéraux qui indique le plus souvent la polarisation dans les médias sociaux comme source

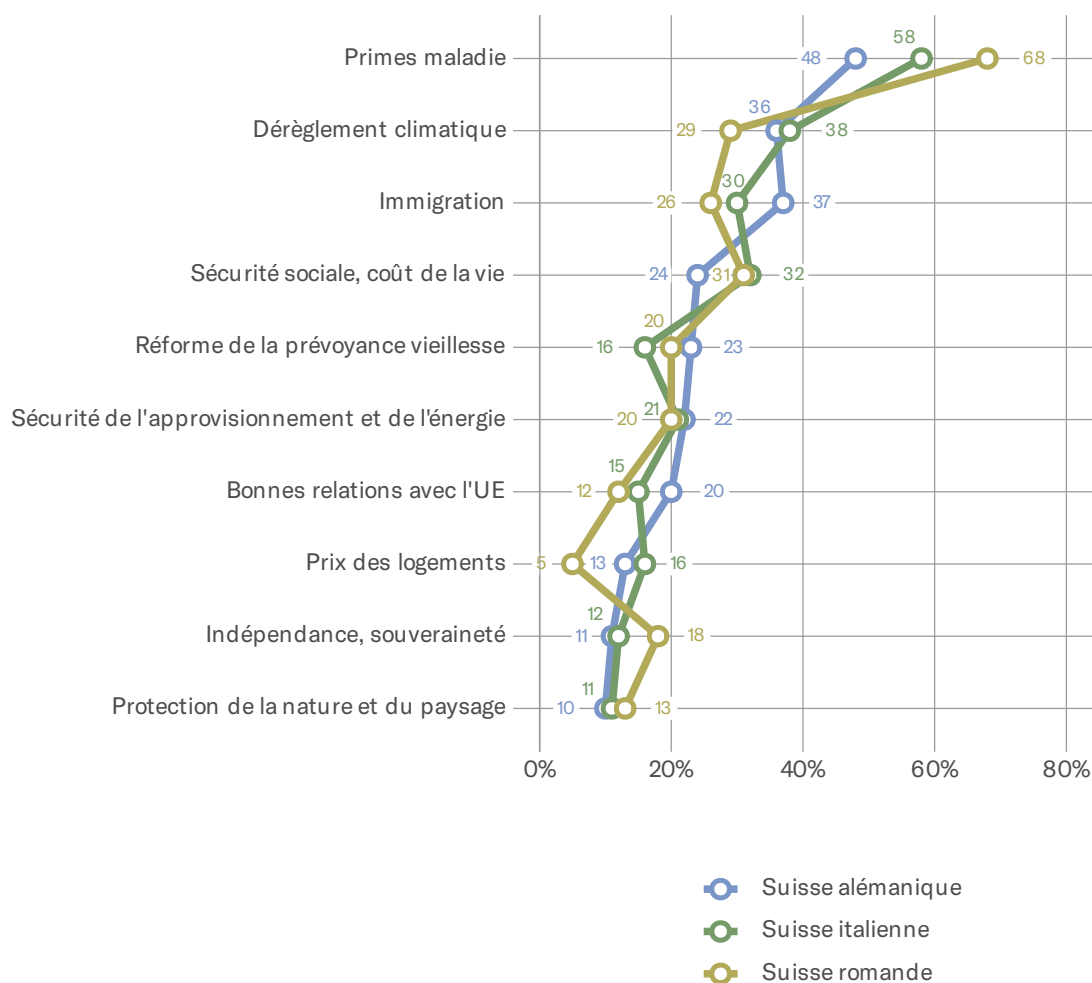
d'agacement. Elle est aussi souvent mentionnée chez les Vert.e.s, au PS et au PLR. La base UDC, quant à elle, ne s'en irrite que pour un quart. Cela montre que l'émotionnalisation et la polarisation du politique sont surtout perçues comme un danger par l'éventail centre-gauche.

3.4. THÈMES PAR GROUPES DE POPULATION

C'est sur la question des primes maladies que les différences de perception entre les régions sont les plus marquées.

Défis politiques majeurs par région linguistique (Fig. 19)

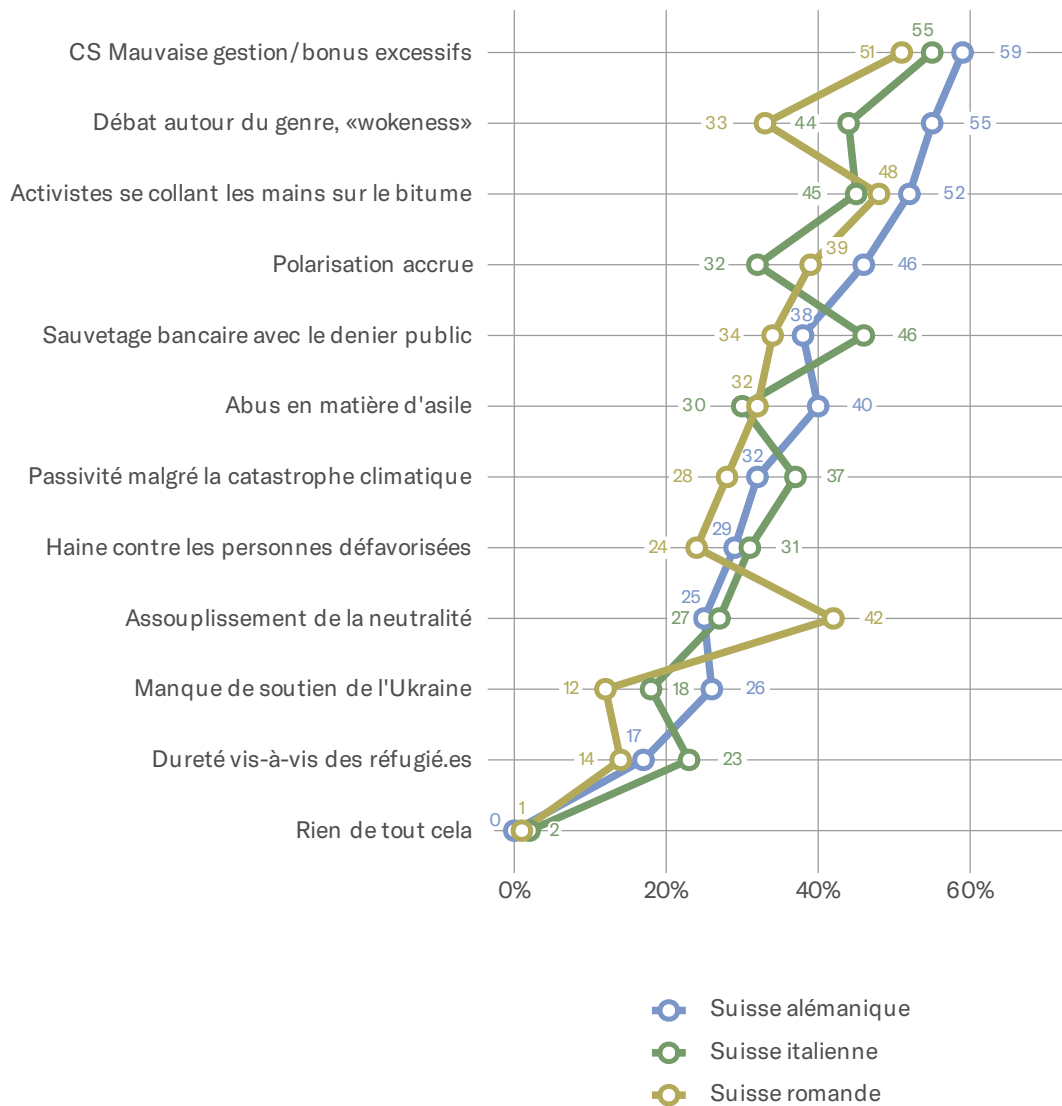
«Quels sont, selon vous, les principaux défis politiques auxquels notre pays est actuellement confronté?»



68 % des personnes interrogées en Suisse italophone considèrent cette question comme l'un des défis politiques majeurs de la Suisse, part qui ne s'élève qu'à 58 % en Suisse romande et à 48 % en Suisse alémanique. Un écart qui reflète les différences dans le poids que représentent les primes et dans leur augmentation.

Principales sources d'agacement quant aux événements et sujets actuels par régions linguistiques (Fig. 20)

«Lorsque vous pensez aux événements et sujets actuels, lesquels vous agacent particulièrement?»



En Suisse italophone, le changement climatique est moins considéré comme un défi urgent que dans le reste de la Suisse. Par contre, la question de l'indépendance et de la souveraineté y

gagne en importance. Dans ce domaine, dans la région italo-
phone, bien plus de sondé.es s'agacent de l'«affaiblissement
de la neutralité» en lien avec la guerre en Ukraine que dans le
reste de la Suisse. Le nouveau débat sur l'immigration trouve
un écho particulier en Suisse alémanique, où la migration est
considérée par 37 % des personnes interrogées comme l'un des
défis majeurs du moment. Les débats sur le genre et le wokeness
sont aussi particulièrement vifs dans cette région. C'est là que
ces sujets agacent le plus.

Evaluation du Conseil fédéral et du Parlement

En Suisse, les élections au Parlement n'influencent qu'indirectement la composition du gouvernement, le Conseil fédéral étant élu par les membres des Chambres fédérales. Dans le cadre du baromètre électoral SSR, les électeur.trices évaluent aussi régulièrement l'influence des conseiller.ères fédéraux.ales au plan de la politique mais aussi leur degré de sympathie. L'évaluation de l'orientation politique du Parlement actuel et du Conseil fédéral par les électeur.trices est particulièrement intéressante.

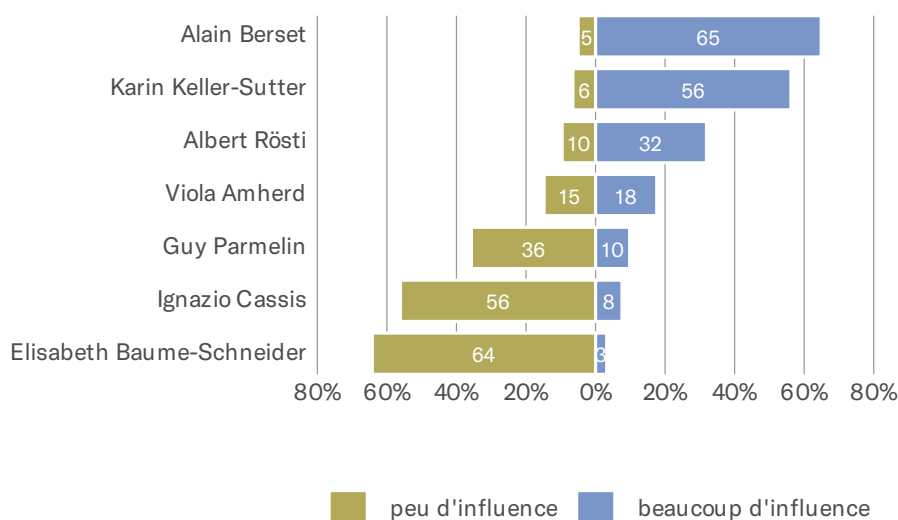
4.1. CONSEIL FÉDÉRAL : ÉVALUATION DE L'INFLUENCE

Dans le baromètre électoral SSR, s'agissant de la notation du Conseil fédéral, ses membres sont évalués sous l'angle de deux dimensions : d'une part, selon l'influence attribuée et, de l'autre, selon leur sympathie. La dernière évaluation de l'influence d'Alain Berset (PS) souligne qu'avec lui, à fin 2023, c'est le membre le plus influent du gouvernement qui s'en ira. 65 % des personnes interrogées lui attribuent de l'influence et voient en lui le membre le plus puissant du gouvernement. Sa place de leader devrait être reprise par Karin Keller-Sutter (PLR); la

ministre des Finances reste à la deuxième place pour ce qui est de l'influence perçue des conseiller.ères fédéraux.ales. Albert Rösti, quant à lui, ne lui dispute pas son rang mais il la rattrape. Baromètre après baromètre, le conseiller fédéral UDC élu en décembre 2022 est parvenu à augmenter (légèrement) son influence perçue; seule 1 personne interrogée sur 10 le considère comme sans influence. La quatrième place est occupée par la ministre de la Défense, Viola Amherd (Le Centre). Les personnes qui la jugent influente sont légèrement plus nombreuses que celles qui la jugent sans influence.

Influence des membres du Conseil fédéral (Fig. 21)

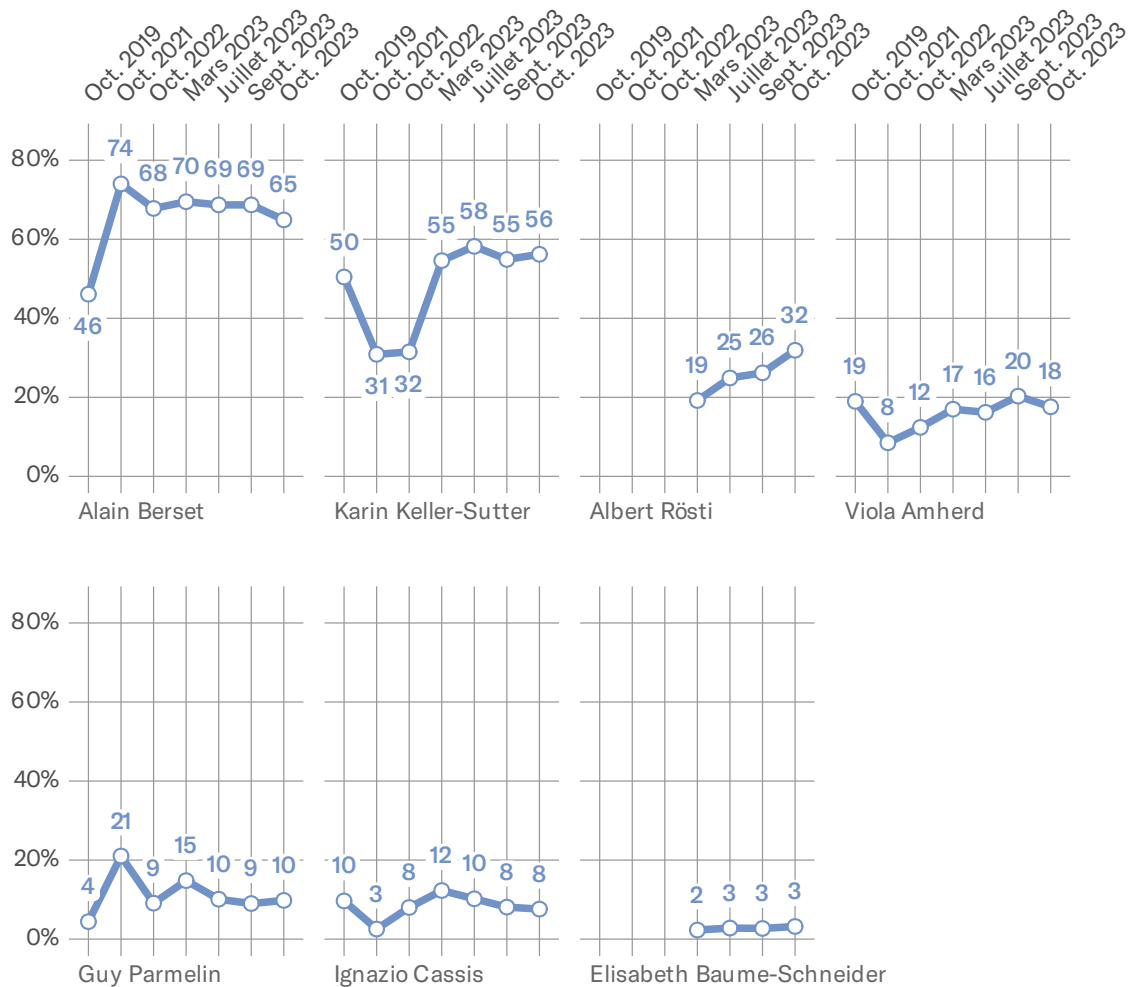
«A votre avis, quels sont les deux conseiller.ères ou conseillers fédéraux.ales les plus influent.es?» et «A votre avis, quels sont les deux conseiller.ères ou conseillers fédéraux.ales les moins influent.es?»



L'influence perçue de Guy Parmelin (UDC) et Ignazio Cassis (PLR) reste faible quant à elle, et se situe pour eux deux sous la barre des 10 %. Le nombre de personnes interrogées les jugeant sans influence est bien plus élevé que le nombre de personnes leur attribuant de l'influence. La conseillère fédérale socialiste élue en décembre 2022, Elisabeth Baume-Schneider, reste considérée comme un membre très peu influent du gouvernement : près de deux tiers des sondé.es perçoivent la ministre de la Justice comme peu influente. La majorité des sondé.es juge que les représentant.es latin.es au Conseil fédéral – à l'exception d'Alain Berset – sont plutôt sans influence.

Influence des membres du Conseil fédéral – évolution dans le temps (Fig. 22)

Conseiller.ères fédéraux.ales à l'influence particulièrement importante. (2 réponses maximum)»

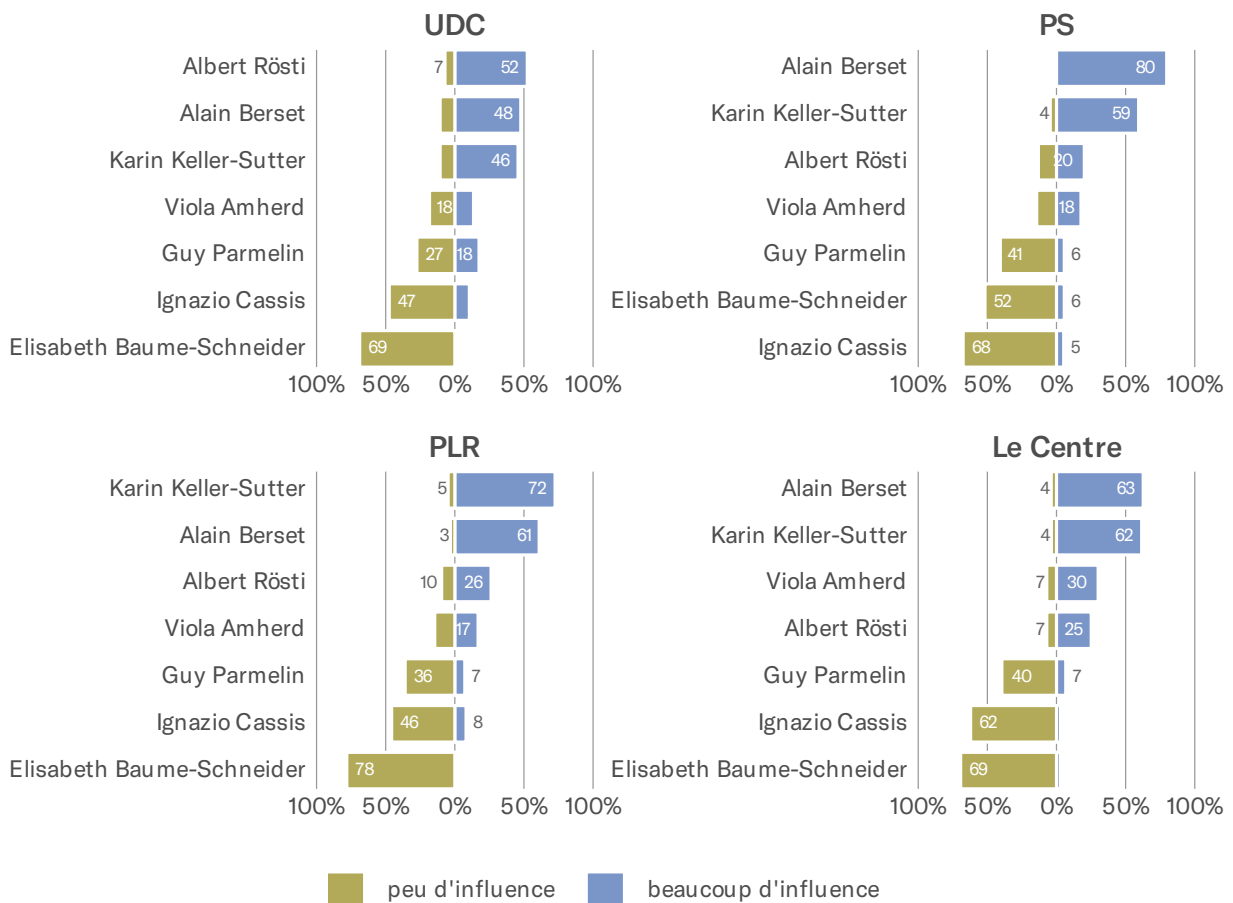


Durant toute la législature, le conseiller fédéral Alain Berset (PS) a constamment été jugé très influent – ce qui peut être en grande partie dû à son rôle durant la pandémie de coronavirus. Dans ses derniers mois en poste, il a légèrement perdu en influence perçue. En tant que conseiller fédéral sortant, on n’attend plus de lui qu’il fasse de grandes interventions. Karin Keller-Sutter (PLR) est clairement parvenue à rattraper son retard après un creux durant la pandémie. En tant que ministre des Finances, on lui accorde aussi beaucoup d’influence. Le rachat de CS par UBS a encore renforcé, à court terme, son influence perçue. Le conseiller fédéral Albert Rösti a pris un bon départ, lui dont l’influence perçue n’a cessé d’augmenter tout au long de l’année.

L'influence perçue de la ministre de la Défense, Viola Amherd (Le Centre), se situe dans la moyenne. Même si, depuis et du fait de la guerre en Ukraine, elle a gagné en visibilité, elle n'a pas enregistré de changement notable en termes d'influence perçue. Guy Parmelin (UDC) n'a connu un pic qu'en milieu de législature, durant son année présidentielle (2021). Tout comme Ignazio Cassis (PLR), il apparaît comme un conseiller fédéral ayant peu d'influence. Elisabeth Baume-Schneider ferme la marche : elle reste considérée comme le membre du gouvernement ayant clairement le moins d'influence.

Influence des membres du Conseil fédéral – par parti (Fig. 23)

«A votre avis, quels sont les deux conseiller.ères fédéraux.ales les plus influent.es?» et «A votre avis, quels sont les deux conseiller.ères fédéraux.ales les moins influent.es?»



L'évaluation des conseiller.ères fédéraux.ales par l'électorat de leur propre formation a tendance à être tronquée par le prisme des partis. Pourtant, on remarque un changement dans

l'observation de l'influence par les partisan.es respectif.ves des conseiller.ères fédéraux.ales. Pour le Centre et le PS, Alain Berset occupe encore la première place – même avec une nette avance sur la personne qui le suit mais seulement pour son propre parti. Les partisan.es du Centre les considèrent, lui et Karin Keller-Sutter, comme ayant pratiquement la même influence; pour le PLR et l'UDC, Alain Berset se classe en deuxième position.

Les partisan.es du PLR continuent d'attribuer la première place à leur propre conseillère fédérale, Karin Keller-Sutter, devant Alain Berset à une certaine distance. Ceux.elles de l'UDC considèrent pour la première fois que leur propre conseiller fédéral, Albert Rösti, est le membre le plus influent du gouvernement – avec une certaine avance sur Alain Berset, lui-même talonné par Karin Keller-Sutter. Si l'influence de leur deuxième conseiller fédéral, Guy Parmelin, est jugée plus importante par les partisan.es de l'UDC que par ceux.elles des autres partis, celui-ci n'est pas non plus considéré comme très influent par sa propre formation. De même, l'électorat du Centre place Viola Amherd à la troisième place mais reconnaît à Alain Berset et à Karin Keller-Sutter une influence bien plus élevée que celle de sa propre conseillère fédérale. En outre, Albert Rösti a nettement rattrapé son retard auprès de l'électorat du Centre. Tous les électors des partis s'accordent à dire qu'Ignazio Cassis et Elisabeth Baume-Schneider ont très peu d'influence.

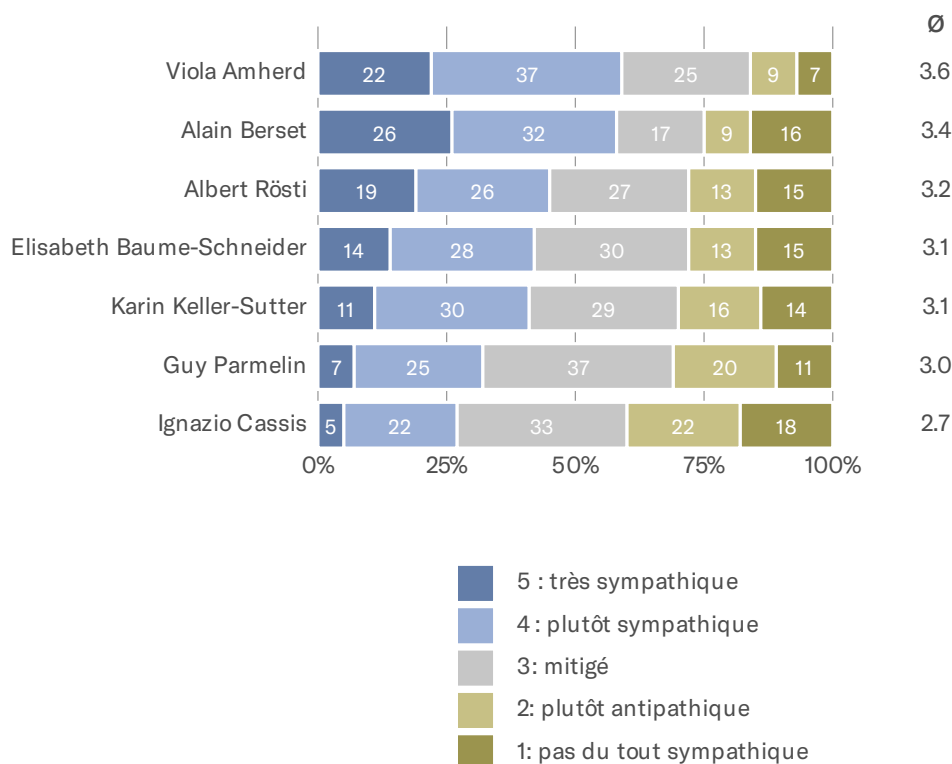
4.2. CONSEIL FÉDÉRAL : ÉVALUATION DE LA SYMPATHIE

Les personnes interrogées peuvent exprimer leurs préférences via un classement par sympathie. Et dans ce domaine également, on observe un changement. La cheffe du DDPS, Viola Amherd, reste le membre du gouvernement qui suscite le plus de sympathie. Sur une échelle de 1 à 5, elle obtient une valeur moyenne de 3,6. Alain Berset (3,4) la suit à la deuxième place. L'actuel président de la Confédération et membre sortant du Conseil fédéral est encore jugé très sympathique par plus de

sondées que Viola Amherd; la part de personnes le trouvant antipathique est cependant un peu plus importante que pour la cheffe du département de la Défense. Alain Berset ne laisse pour ainsi dire personne indifférent. A bonne distance et en troisième place, on trouve Albert Rösti (3,2), suivi d'Elisabeth Baume-Schneider (3,1). Elle est maintenant à égalité avec Karin Keller-Sutter. C'est chez Elisabeth Baume-Schneider que l'on observe le plus grand écart entre sympathie et influence perçue (faible). Elle est considérée comme sans influence, mais se situe dans la moyenne s'agissant de la sympathie. Pour Karin Keller-Sutter, c'est plutôt l'inverse. Si elle apparaît comme une conseillère fédérale puissante, elle ne se classe qu'en cinquième position (3,1) en termes de sympathie. L'autre représentant de l'UDC au Conseil fédéral, Guy Parmelin (3,0), occupe quant à lui la sixième place du classement.

Evaluation des membres du Conseil fédéral par degré de sympathie (Fig. 24)

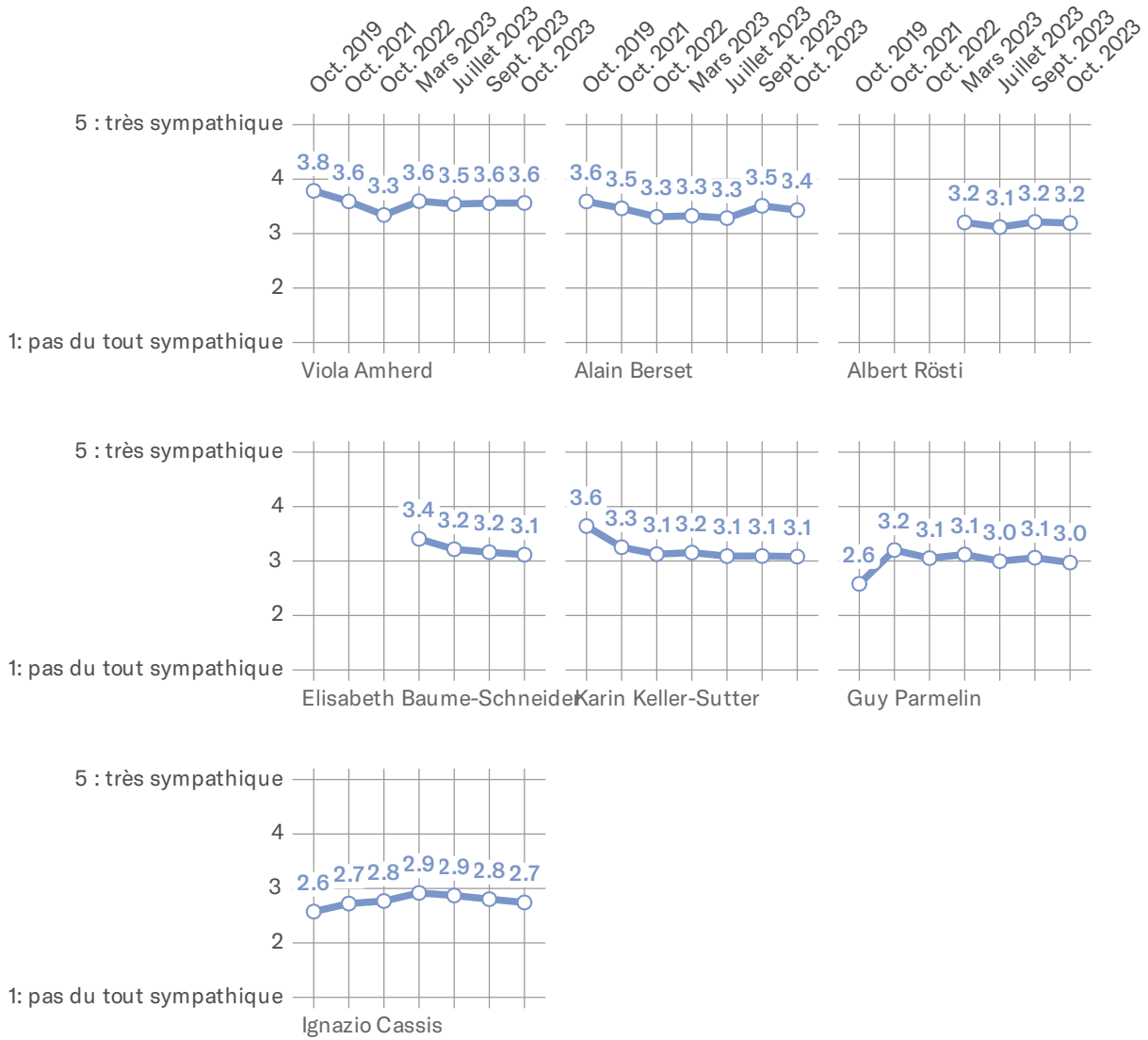
«Quels sont les conseiller.ères fédéraux.ales qui vous sont particulièrement sympathiques?»



Comme dans les sondages précédents, Ignazio Cassis arrive en dernière position. Il est jugé sympathique et antipathique par autant de sondé.es.

Sympathie des membres du Conseil fédéral – évolution dans le temps (Fig. 25)

Part de très et plutôt sympathique / très et plutôt antipathique



Collecte des données et méthode

La collecte des données relative au baromètre électoral SSR a eu lieu entre le 22 septembre et le 5 octobre 2023. Le sondage a eu lieu en ligne. Le recrutement des personnes interrogées a eu lieu, d'une part, par le biais des portails web de la SSR et, d'autre part, via le panel en ligne Sotomo. Après apurement et contrôle des données, les réponses de 31 850 électeur.trices ont pu être exploitées pour l'évaluation (Suisse alémanique : 26 274, Suisse romande : 4661, Suisse italienne : 915).

Comme les participant.es au sondage se recrutent eux.elles-mêmes (opt-in), la composition de l'échantillon n'est pas représentative de la population. Ainsi, il est typique de voir plus d'hommes que de femmes participer aux sondages politiques. Les distorsions de l'échantillon sont corrigées par des procédés de pondération statistiques. La pondération est réalisée par la procédure IPF (*Iterative Proportional Fitting*). Outre des critères de pondération géographiques (lieu de résidence) et sociodémographiques (âge, genre, formation), on utilise également des critères de pondération politiques (comportement de vote et d'abstention, structure régionale des partis, etc.). La pondération permet d'obtenir une représentativité élevée pour la population votante active. L'erreur type, telle qu'elle est calculée pour les échantillons aléatoires, ne peut pas être transférée directement sur les

sondages opt-in pondérés politiquement. La représentativité de ce sondage est toutefois comparable à un échantillon aléatoire avec une erreur type de +/-1,2 point de pourcentage.